

REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE

# Elle interviendra en janvier 2012 et variera entre 15 et 30 %

**A compter de janvier 2012, le montant minimum de la pension de retraite passera à 15 000 DA et des revalorisations de pensions et allocations de retraite seront revalorisées selon un taux dégressif variant entre 30 et 15%. Hier, au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la satisfaction se lisait sur les visages de tous ceux qui ont été conviés à la rencontre avec Tayeb Louh.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La décision de cette revalorisation avait été arrêtée dimanche lors du Conseil des ministres. Près de 2 400 000 retraités salariés et non-salariés bénéficieront de ces mesures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Des augmentations qui seront financées sur le budget de l'Etat avec un impact annuel de plus de 63 milliards de dinars.

Hier, lors de la conférence de presse animée au siège de son ministère en présence du secrétaire général de l'UGTA et des membres du secrétariat fédéral de la FNTR, Tayeb Louh a qualifié les décisions prises par le président de la République en direction des retraités d'«exceptionnelles». Ces augmentations, qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, sont établies selon un taux dégressif variant entre 30 et 15% en fonction du montant de la pension et de l'allocation de retraite.

A ce titre, l'augmentation des pensions et allocations de retraite égales ou inférieures à 15 000 DA

est de 30%, 28% pour celles se situant entre 15 et 20 000 DA, 26% pour la tranche allant de 20 à 25 000 DA, 24% pour les 25-30 000 DA, 22% pour les 30-35 000 DA, 20% pour les 35-40 000 DA et 15% pour les plus de 40 000 DA. Selon la même source, le nombre de bénéfi-

ciaires de ces mesures est estimé à près de 2 400 000 (régimes des salariés et non-salariés), selon le ministre, alors que l'impact annuel est de 63 milliards de dinars qui sera à la charge du budget de l'Etat.

Au total, il sont 2 386 408 retraités concernés par ces augmentations dont 215 882 relevant du régime des non-salariés.

Saisissant cette occasion, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a rappelé à l'assistance qu'en dix années, les «revalorisations annuelles ont permis une augmentation globale des pensions

de l'ordre de 55%». M. Louh ajoutera qu'«en 2011, le taux de revalorisation a été de 10%».

Cette dernière revalorisation a concerné 2 019 848 bénéficiaires pour un impact financier global de l'ordre de 23 milliards de dinars à la charge de la Caisse nationale des retraites (CNR).

Ce même responsable rappelle également «la mise en œuvre en 2009 de la décision prise par le président de la République relative à la revalorisation exceptionnelle de 5% des pensions et allocations de retraite directes et principales de rever-

sion dont le montant est inférieur à 11 000 DA à la charge du budget de l'Etat».

Pour rappel, ces mesures constituent la troisième intervention du budget de l'Etat au profit des retraités sur décisions du président Abdelaziz Bouteflika, après celles de 2006 et 2009 qui ont notamment permis de relever successivement les plus faibles pensions de retraite à un minimum de 10 000 DA puis de 11 000 DA, et d'instituer un Fonds national de réserve des retraites financé par 3% de la fiscalité pétrolière.

A. B.

- Relèvement du montant minimum des pensions de retraite à 15 000 DA
- Revalorisation exceptionnelle des pensions et allocations de retraite selon des taux variant entre 30 % et 15 %

RÉGIME DES SALARIÉS		
Tranches DA	Nombre	Taux
Relèvement 15 000 DA	994 813	
<ou=15 000	446 747	30 %
>15 000 - < 20 000	181 554	28 %
20 000 - <25 000	146 331	26 %
25 000 - <30 000	109 141	24 %
30 000 - <35 000	78 808	22 %
35 000 - <40 000	83 172	20 %
>ou=40 000	80 510	15 %
Total	2 171 076	

RÉGIMES DES NON-SALARIÉS		
Tranches DA	Nombre	Taux
Relèvement 15 000 DA	111 125	
<ou=15 000	74 220	30 %
>15 000 - < 20 000	9 515	28 %
20 000 - <25 000	1 277	26 %
25 000 - <30 000	6 031	24 %
30 000 - <35 000	482	22 %
35 000 - <40 000	12 380	20 %
>ou=40 000	352	15 %
Total	215 882	

## HARCÈLEMENT MORAL EN MILIEU PROFESSIONNEL

### Plaidoyer pour la mise en place de textes juridiques

Le harcèlement moral en milieu professionnel est une violence qui n'est pas prise en considération dans la législation. Devant l'ampleur du phénomène, la société civile interpelle les pouvoirs publics pour promulguer une loi. «La pratique du harcèlement moral en milieu professionnel n'est intégrée ni dans le code du travail ni encore moins dans le code pénal», s'accordent à dire les spécialistes. Résultat : en l'absence d'un statut juridique, la victime ne peut actionner aucune procédure judiciaire.

Réunis, lors d'un séminaire de deux jours sur le thème «harcèlement moral en milieu professionnel», syndicalistes et sociologues convergent vers un seul constat : «Seul un texte de loi pourra éradiquer le phénomène.» Meziane Meriane, coordonnateur du Syndicat autonome de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) explique que le harcèlement peut s'exercer par «des comportements, des paroles, des actes, des gestes et des écrits pouvant porter atteinte à la personnalité à la dignité et à l'intégrité physique ou psychologique d'une personne». Le syndicaliste souligne qu'il faut réaliser des études qui définiront l'ensemble des cas de dépassements. Lesquels, poursuit-il, seront classifiés par degré. Ensuite, il faut promulguer des lois pour chaque cas. «Nous pouvons intervenir dans les cas de harcèlement sexuel en milieu professionnel puisque les lois existent mais concernant le harcèlement moral, c'est le flou tant qu'il n'est intégré dans aucune loi» a indiqué le porte parole du Snapest. Pour sa part, la sociologue Nasserah Merah estime que pour qu'il y ait la mise en place de ces textes, il faut commencer par mener des campagnes de sensibilisation. C'est d'ailleurs l'objet de ce séminaire, selon la sociologue, qui souligne que «le harcèlement sexuel n'a été intégré dans le code pénal que suite à des campagnes de sensibilisation». Elle estime que le phénomène est «gravissime» dans le secteur public plus que le privé. «Dans le privé, on choisit le licenciement. Dans le secteur public, où il est difficile de licencier une personne, on a recours au harcèlement en mettant au placard les compétences dans l'espoir de les faire partir», a-t-elle indiqué. Elle définit le harcèlement moral comme «tout acte visant à garder une personne dans un état de stress permanent». Il peut se traduire par des injures, violences verbales ou physiques, critique sans cesse du travail accompli, isolement de l'employé et surveillance de tous ses faits et gestes. Le harcèlement moral peut avoir des conséquences très graves, tel le suicide, ou provoquer des dépressions profondes.

Salima Akkouché

## ILS RÉCLAMENT DES CONDITIONS DE VIE DÉCENTES

# L'entrée de Béjaïa fermée par des citoyens

**Les protestations sociales se suivent et se ressemblent à travers la wilaya de Béjaïa, avec les mêmes mots d'ordre : la revendication de conditions de vie décentes.**

Après avoir fermé, dimanche dernier, à la circulation automobile, la RN 75 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif en passant par Amizour, les habitants du village Tawwirt-Umaâradhe, relevant de la commune de Barbacha, sont revenus, hier, à la charge, en procédant à la fermeture des sièges de la daïra et de l'APC pour réclamer l'amélioration du cadre de vie dans leur cité.

Entre autres préoccupations sociales mises en avant par les protestataires, l'assainissement, l'alimentation en eau potable et la réfection de la route principale menant du quartier Amaârat-Centre à Taâzibt. Les

citoyens reprochent à l'APC et à la daïra de Barbacha le non-respect des engagements pris pour une réelle prise en charge de leurs revendications. La même grogne sociale est observée chez les habitants du quartier populaire d'Ihadadhe Ouada, dans la commune de Béjaïa. Plusieurs dizaines d'habitants de ce quartier populaire se sont regroupés dans la matinée d'hier devant le siège de la wilaya pour exiger le revêtement de la route de leur quartier, le raccordement au gaz naturel et l'alimentation en eau potable. Des revendications maintes fois transmises aux autorités locales mais qui demeurent à ce jour sans suites, selon les protestataires. Les habitants du quartier fortement peuplé de Tizi Ouzou, dans la commune de Béjaïa, sont sortis également dans la rue et ont procédé à la fermeture des deux axes routiers

situés à l'entrée, est du pont de Bougie et les Quatre chemins pour crier leur colère contre «l'inaction» des autorités locales face à leurs préoccupations.

La veille, ils étaient plusieurs centaines de personnes à tenir un rassemblement devant le siège de la wilaya de Béjaïa pour demander un plan de développement conséquent pour leur cité. Les manifestants ont exigé la prise en charge de leurs doléances notamment la réfection de la route menant vers leur quartier et l'alimentation en eau potable.

Pour les habitants du quartier de Tizi Ouzou, l'eau du barrage de Tichi-Haf serait «impropre à la consommation». Ils réclament, par conséquent, d'être alimentés à partir de l'ancienne source alimentant la commune de Béjaïa.

A. K.

## RISQUES MAJEURS ET ASSURANCES

# La culture préventive fait encore défaut

**La culture de la prévention en matière de gestion et couverture assurantielle des risques majeurs reste lacunaire, voire absente en Algérie.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - L'Algérie n'est pas à l'abri des catastrophes naturelles, des risques majeurs d'origine naturelle, industrielle et technologique. Sur les quatorze risques majeurs identifiés à l'échelle internationale, une dizaine de risques, notamment les tremblements de terre, les inondations, les marées noires et les incendies, affectent principalement notre pays, à des degrés divers.

Or, et au-delà des pertes humaines et des dégâts économiques et patrimoniaux qu'ils provoquent, ces risques et autres aléas imprévisibles et imprédictibles s'avèrent problématiques en termes de coût et de gestion assurantielle. Des évidences certes, mais qui

manquent d'être cernées de manière effective, d'autant que la culture de la prévention reste encore lacunaire, voire absente dans notre pays. Cette problématique a été justement abordée hier lors d'un séminaire de réflexion et d'ateliers, organisé sous l'égide du Conseil national des assurances (CNA) sous le thème «Assurances, maîtrise et réduction du risque», et animé par des universitaires et experts en matière de prévention.

Certes, les assureurs, soucieux de protéger et couvrir au mieux les risques, prônent la nécessité de développer la prévention et agissent en ce sens par le biais d'une action interne mais aussi dirigée vers les

entreprises. Néanmoins, ces actions restent encore insuffisantes, en raison d'une appréciation limitée de ces risques.

Ainsi, la prospection, l'évaluation, la quantification et la gestion pré et post-catastrophes ne sont pas assez maîtrisées, l'engagement des assurables et notamment les entreprises, l'implication des pouvoirs publics ainsi que l'existence d'une bonne coordination et concertation entre tous les acteurs faisant encore défaut.

Notons ainsi que le risk-management ou gestion des risques dans les entreprises est encore méconnu, à un stade de développement assez embryonnaire.

Mais aussi le fait que les dispositions réglementaires et techniques en matière d'aménagement du territoire et

construction, au demeurant assez fiables, et celles relatives à la gestion des risques majeurs tardent à être appliquées et respectées sur le terrain.

Ainsi, et prévue par un texte législatif de 2004, la création d'une délégation aux risques majeurs vient seulement d'être concrétisée, grâce à la signature d'un décret exécutif voilà un mois. Sans omettre l'anarchie qui règne en matière de construction urbaine, le non-respect des règles, la méconnaissance de la nature des sols...

D'où la nécessité, outre la vigilance, de davantage de coordination intersectorielle et institutionnelle notamment au niveau des collectivités locales et d'une mobilisation accrue de l'expertise scientifique et technique.

C. B.